



De l'esprit de servitude au XXI^e siècle



de Pierre Bentata

Éditions de l'Observatoire, 2021 (192 pages)

recensé par

Damien Theillier



Damien Theillier, professeur de philosophie en terminale et en classes préparatoires à Paris, fondateur de l'Institut Coppet et de l'Académie Libre des Sciences Humaines. Il a publié plusieurs ouvrages, manuels et études d'auteurs. Récemment il a participé à la rédaction de l'ouvrage collectif : La philosophie en 60 livres, aux éditions Ellipses, 2021.



En 2019, François Sureau publiait un brulot d'une puissance rare : *Sans la liberté*. Il mettait en évidence, à partir de faits historiques et juridiques, l'abandon des libertés dans tous les secteurs de la société civile. Deux ans après, Pierre Bentata, fort de cette conviction, nous offre une analyse, davantage philosophique, des raisons profondes de ce naufrage.

Comme le suggère le titre, notre auteur inscrit son essai dans un horizon de pensée plus vaste, qui remonte à l'ouvrage fondateur de la philosophie politique moderne : *De la servitude volontaire*, par Etienne de La Boétie (1576). Au début de son ouvrage, Pierre Bentata reprend à son compte la question que nous posait déjà La Boétie : pourquoi les peuples tendent-ils à préférer la servitude à la liberté ?

Dans son petit livre, La Boétie montrait que la servitude ne tenait pas aux vices des despotes, ni à l'absence de vertu de leurs sujets. Il pointait d'abord dans les peuples une forme de renoncement à la liberté. Je cite La Boétie :

« Pour le moment, je désirerais seulement qu'on me fit comprendre comment il se peut que tant d'hommes, tant de villes, tant de nations supportent quelquefois tout d'un Tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'on lui donne, qui n'a de pouvoir de leur nuire, qu'autant qu'ils veulent bien l'endurer, et qui ne pourrait leur faire aucun mal, s'ils n'aimaient mieux souffrir de lui, que de le contredire. »

Et La Boétie invoquait deux raisons fondamentales : l'habitude et le divertissement. Pour l'ami de Montaigne, la liberté pouvait devenir un fardeau si écrasant qu'on la remettait entre les mains du pouvoir en place, pour s'en débarrasser.

À la lumière des récents événements, de la crise des Gilets Jaunes notamment, mais aussi de la crise sanitaire de la Covid-19, Pierre Bentata rend hommage à La Boétie d'avoir compris, dès le XVIe siècle, que la servitude provient moins d'une tyrannie des dominants que d'un désir de sécurité des dominés. Ils abandonnent leur liberté au profit d'un confort autant psychologique que matériel.

Notre auteur prend néanmoins ses distances à l'égard de La Boétie et renouvelle la perspective. La thèse de Pierre Bentata est que la source



contemporaine de cet esprit de servitude, c'est un triple désir. Un désir actif de protection (chapitre 2), de perfection (chapitre 3) et de transcendance (chapitre 4).

En effet, pendant longtemps, la préoccupation majeure des hommes, n'était pas d'être heureux, c'était de ne pas mourir de faim. C'était encore le cas au XVI^e siècle, à l'époque de La Boétie. Or dans nos sociétés riches, la faim n'est plus un problème. Désormais les citoyens veulent beaucoup plus. Ils veulent la santé, le loisir, l'amour, la retraite, la garantie contre la maladie, contre la mort. Du coup, l'État moderne a vu ses champs d'intervention s'élargir de plus en plus.

La cause profonde des défaillances de l'État

Comme jadis à propos de l'Église, on attend aujourd'hui de l'État qu'il subvienne à nos besoins, qu'il nous reconnaisse dans notre identité, qu'il nous protège de tous les risques, de la frustration, bref, qu'il nous rende heureux. Paradoxalement, une nouvelle croyance en l'infaillibilité est née, écrit Bentata, non plus celle du Pape, mais celle de l'État. Or cette attente, quasi religieuse, nous prévient l'auteur, est vouée à l'échec.

Le mouvement des Gilets Jaunes, explique-t-il, offre une nouvelle preuve de cette demande d'État, qui n'a cessé de croître depuis des décennies. Au début il s'agissait d'exprimer un ras-le-bol : « laissez-nous tranquilles ». Trop de réglementations, trop d'intervention de l'État dans la vie des citoyens. Mais progressivement on a vu émerger des cahiers de doléances, des revendications de plus en plus contradictoires.

Les industries ferment, faute de compétitivité, mais les salariés veulent garder le même emploi, le même salaire. Dans le même temps, ils exigent le droit de consommer comme ils veulent, les produits qu'ils veulent. Ainsi les préférences sont contradictoires et l'État ne peut pas les satisfaire toutes.

Le cas du chômage est emblématique : celui qui est au chômage n'a pas d'autre solution que d'attendre une allocation. Or cette allocation



doit bien être prélevée sur les profits des entreprises. Mais si l'on prélevait moins, il y aurait moins de chômage. C'est un cercle vicieux.

On veut la liberté et la sécurité. Mais la sécurité totale, c'est la servitude totale. C'est contradictoire. L'auteur analyse également le cas de l'assurance : pour protéger du risque, on est obligé de supprimer des libertés, de contraindre, de menacer.

La majorité attend que l'État fasse plus sans comprendre que l'État est condamné à faire moins bien. Car plus l'État élargit son champ d'intervention, pour répondre à la demande, plus il est fragile, inefficace, destiné à se tromper. Plus les citoyens attendent de l'État et plus ils sont frustrés. L'inflation de l'État conduit inexorablement à l'inefficacité et donc à la détestation de la classe politique.

Pour un libéralisme « tragique »

Dans ce livre, Pierre Bentata poursuit un travail déjà entamé dans ses livres précédents (*Les désillusions de la liberté*, 2017 et *Le crépuscule des idoles*, 2019), de définition et d'approfondissement de la philosophie du libéralisme. Loin des caricatures, il défend, à la suite d'un Raymond Aron ou d'un Isaiah Berlin, ce qu'il appelle un libéralisme « tragique », c'est-à-dire un libéralisme sans illusion.

Dans son dernier chapitre il invite à faire le deuil d'un État « Père Noël », d'un État qui serait en mesure de satisfaire les besoins de tous, de libérer l'homme de la nécessité, du besoin, de la maladie, de l'ignorance. Selon l'auteur, un État qui fonctionne est un État faible, qui se concentre sur les missions régaliennes. Pour que la population puisse se reprendre en main et agir par elle-même, il faut que les politiques réduisent leur activisme. C'est à cette condition seulement, conclut-il, que la société civile pourra redécouvrir les vertus de l'action individuelle, décentralisée.